

Crise, Krei, Crisis, Krisis*.

Jean-Luc Rolland Architecte – Marseille, le 16 Décembre 2010

Depuis la crise pétrolière de l'automne 1973 qui, quelque part, a sonné la fin des trente glorieuses, nous vivons dans une atmosphère de crises successives qui sont les stigmates extérieurs de mutations lentes et profondes, mais radicales, de nos sociétés.

37 ans après, la vraie crise est peut-être là, portée à son paroxysme par la crise financière de 2008, la crise économique et monétaire qui a suivi, et surtout, de manière plus profonde encore, par les indicateurs environnementaux très pessimistes collectés pour la conférence de Copenhague, et l'actuelle conférence de Cancun.

Puisque, de fait, les constatations actuelles des experts du GIEC en matière de bilan écologique se calent sur les prévisions antérieures les plus alarmistes.

Qu'elle soit financière, politique, sociale, environnementale, ou énergétique, la crise actuelle révèle, cette fois-ci, une situation exigeant un nécessaire changement de direction.

(*) Les origines étymologiques, grecques et latines, du **mot crise**, et leur racine indo-européenne signifient un état critique, l'action de trier, de passer au crible, impliquant une décision, un jugement. La nécessité, à un embranchement, de choisir sa route.

Rappelons également l'idéogramme chinois et le kanji japonais 危機 signifiant crise, et qui associent le concept de danger à celui d'opportunité.

La crise, aujourd'hui, est révélatrice d'une véritable **métamorphose sociale et culturelle**, dont nous sentons les effets jusque dans nos pratiques professionnelles du bâtiment et de l'aménagement du territoire.

Règles de construction, règles d'urbanisme, directives d'aménagement, tout est profondément impacté par les questions environnementales.

Mais, en France, cet impact passe moins par l'engagement collectif que par des décisions arbitrées et décrétées d'en haut, dans la précipitation du fait du retard important pris par le pays, et dans l'esprit colbertiste suranné et inefficace qui caractérise encore l'action publique, excluant toute possibilité de conscience de la part du citoyen.

Ce mode de décision, du type « top-down », nous vaut une certaine confusion, et de nombreuses contradictions entre les différents textes de lois ou règlements, ce qui accentue encore la distance entre les acteurs de nos professions et leur champ d'action en pleine évolution.

Alain Touraine disait que « *le changement du monde n'est pas seulement création, progrès, il est d'abord et toujours, décomposition, crise.* »

L'inverse est vrai. A tout état de crise, il faudrait associer l'idée de changement.

Ainsi, ce que l'on constate aujourd'hui dans nos métiers, à l'occasion de ces mutations, c'est une **phase de déconstruction-reconstruction de nos savoirs et de nos savoir-faire**, une opération qui met en question les fondamentaux importants de nos pratiques professionnelles.

Bientôt, le Grenelle II et les normes de la RT 2012 vont rentrer en pleine application.

- Que donneront en pratique les objectifs de 40 Kwh/m²/an, imposés dès le 28 Octobre 2011 dans nos régions méditerranéennes, alors que la plupart des maîtres d'œuvres, architectes et bureaux d'études, ne sont pas prêts et en sont encore à penser le monde de la thermique au travers de la RT 2005, voire pire.
- Comment concevoir aujourd'hui un projet performant sans penser aux incidences souvent mal maîtrisées dans notre région, de la sur-isolation sur le confort d'été.
- Comment ne pas s'interroger, dans certains bâtiments récents, sur les distorsions entre conceptions exemplaires et consommations réellement avérées.
- Quels seront alors les niveaux réels de ces consommations, à l'avenir, dans une production courante peu vertueuse, une fois mise en application, sans paliers d'évaluation et d'adaptation, une réglementation technique imposée d'en haut par l'Etat mais dont rien ne garantit localement les effets bénéfiques.
- Comment ne pas sauter au plafond quand la préconisation de produits ou de composants « verts », poussée avec force incitations péremptoires par le ministère du Développement Durable, se heurte aux blocages et interdictions de la technostructure française (CSTB, Contrôleurs Techniques, assurances, etc.)
- Comment aussi ne pas hurler aux loups quand, au nom de ce même Développement Durable, dans certains concours d'équipements publics, on nous vend des constructions tout bois, façon Voralberg, mais revues à la mode parisienne, comme on fourguait autrefois de la pacotille aux indiens d'Amazonie, aussi inadaptées au climat méditerranéen que la verroterie l'est à la forêt vierge.
- Comment, enfin, atteindre les performances exigées par la RT 2012 dans l'état actuel des entreprises du bâtiment, notamment dans la Région PACA, et le sort malheureux auquel les aura réduites plusieurs décennies d'incompréhension publique quant à la nécessité impérieuse pour la société de pouvoir bénéficier d'un travail manuel de qualité.

En fait, aujourd'hui, dans un projet, tout est à repenser de fond en comble, sans pouvoir s'appuyer, désormais, sur les règles de l'art, les habitudes professionnelles, ou les savoirs établis. Nous sommes passés ainsi de la routine à l'instabilité et l'inconfort.

Il en est de même pour le système de production du bâtiment, qu'il faudra reconstruire.

Tout est donc à redéfinir, au cas par cas, à réapprendre, secteur par secteur.

Aujourd'hui, **on parle essentiellement de thermique.**

- Une thermique radicalement nouvelle, et que l'on va mettre des années dans l'ensemble de la profession en France, à apprivoiser, à maîtriser.
- Une thermique qui, maintenant, met totalement en jeu le comportement des habitants ou des usagers, qui, eux aussi, devront changer leurs manières de faire.
- Une thermique, aussi, dont l'un des risques est l'abus de technologie, jusqu'à rendre bientôt révolutionnaire le simple fait de mettre un pull ou d'ouvrir la fenêtre.

Car, en réalité, la situation de crise actuelle devrait nous imposer **le retour du bon sens**, des facultés d'adaptation et d'une saine mesure des choses pour nous ramener à une forme de **simplicité et de frugalité**, que nous n'aurions jamais dû perdre.

L'étape suivante, qui a déjà commencé, portera sur les consommations électriques, plus dispendieuses encore que la partie thermique.

Ensuite viendra celle de l'énergie grise, avec un autre niveau d'enjeu, puisque peu de gens savent que l'énergie totale dépensée pour la production d'un bâtiment équivaut à plusieurs années de consommation (parfois plus de 50 ans) dans l'utilisation et l'exploitation de ce bâtiment, toutes énergies confondues.

Avec la prise en compte de l'énergie grise, la société entière devra alors remettre à plat les idées et les représentations sur lesquelles elle se repose encore, quant à son cadre bâti, à l'aménagement de son territoire, à la question des démolitions ou du sort des épaves thermiques, etc.

Sans parler des transports et de l'urbanisme, qui forment, en soi, un sujet spécifique essentiel, qu'il faudra bien aborder, en France, un jour ou l'autre, autrement que par le juridique et le réglementaire, autrement que par le politique et le spéculatif.

Tout, dans ces questions vastes aux multiples ramifications, est contenu dans l'acte et le process mêmes de chaque projet, qui rassemble dans la réflexion, dans la synthèse de la conception, la totalité de ces problématiques.

Et là, il ne peut y avoir place pour le Green Washing et le Green Business, et tous leurs vendeurs de miracles ou de slogans propres et lisses.

Pourtant, même si la situation décrite est effectivement critique, dans ce renouvellement accéléré des savoirs et des savoir-faire, dans cette recomposition des manières de travailler, rien n'est inéluctable ni dramatique.

C'est même un contexte extrêmement stimulant.

Car, comme l'écrivait le sociologue américain Immanuel Maurice Wallerstein dans le Monde du 11 Octobre 2008,

« Nous sommes dans une période rare, où la crise et l'impuissance des puissants laisse une place au libre arbitre de chacun : il existe aujourd'hui un laps de temps pendant lequel nous avons chacun la possibilité d'influencer l'avenir par notre action individuelle. »

Seraient alors logiquement réhabilités, l'intelligence, le travail, la compétence, l'astuce, la créativité, mais aussi l'engagement et la conviction !

Sur les méthodes de travail en matière de projet, il nous faut citer Jacques Allier, Architecte, ancien membre du Conseil National, de l'Ordre des Architectes :

« De plus en plus, l'approche énergétique devra se faire conjointement à l'approche architecturale,

Les façons de collaborer entre architectes et thermiciens devront évoluer.

Pour cela 3 conditions semblent indispensables :

- 1. Les architectes doivent améliorer leurs connaissances thermiques.*
- 2. Les thermiciens doivent comprendre les grands principes de la conception architecturale et acquérir une culture minimale.*
- 3. Un nouveau processus de collaboration doit être mis en place. »*

Il faut ainsi que les architectes se forment, s'équipent, se familiarisent avec les derniers outils en la matière.

Pas seulement pour être moins dépendant des BET HQE.

Surtout pour pouvoir mieux dialoguer et travailler avec eux, pour pouvoir effectuer la synthèse entre enveloppe et système thermique, seule manière d'arriver à bonne fin.

Car le salut ne viendra jamais de la seule réglementation. Il faut changer radicalement la conception de nos bâtiments à l'avenir.

En termes de performance et d'efficacité.

Mais aussi en termes d'usage, de confort, de pérennité.

Bientôt, de nouvelles énergies se substitueront aux énergies fossiles, utilisant le vent, le soleil, la mer, ou d'autres encore inconnues, etc.

Mais un seuil est franchi. On ne peut plus s'autoriser, désormais, la gabegie, le gaspillage des ressources naturelles, érigés en système économique, la pollution, l'irrespect de la nature, etc.

Au-delà de l'allégorique « grande bouffe », rappelons ce qu'il advint de l'Empire Romain qui avait fini par manger pour vomir et vomir pour manger !

Ainsi, plus grave encore que le changement climatique, **la consommation effrénée des terres** est un héritage négatif considérable, aussi affligeant qu'irréremédiable, qui pèsera sur les générations à venir, pour avoir ainsi gaspillé leur propre capital.

Je cite souvent cet exemple, implacable :

En l'an 2000, le département des Bouches du Rhône a consommé l'ensemble des terrains constructibles prévus en 1966 par le Schéma d'aménagement de l'aire métropolitaine marseillaise voté en 1969.

Dans le temps prévu initialement, mais avec 4 fois moins de population.

C'est à dire que l'on aura gaspillé 3 terrains sur 4, par laxisme, facilité et aveuglement, multipliant aussi les trajets et les équipements nécessaires pour relier et desservir tous ces terrains.

Mais pour quelle plus-value, en termes de qualité de vie, de paysages, d'urbanité, d'architecture ??? Faute d'esprit, tout y est médiocre et sans âme. Faute de perspicacité, tout est souvent inefficace et dispendieux.

Là se trouve probablement le gâchis le plus terrible pour notre région, et celui qui aura le plus gros impact dans le temps sur le devenir de notre territoire.

Il faudrait donc, à l'heure actuelle, faire un bilan précis et dépassionné, de ces actions, de ces politiques, de l'état du patrimoine récent accumulé, de la qualité des architectures et des quartiers produits, pour capitaliser et synthétiser cette accumulation.

S'arrêter, voir, et repartir.

Pour compléter ce tableau sur le gaspillage national de ressources et d'énergie, il faut parler aussi des ressources humaines et des pertes d'énergie en travail, en temps et en argent, liées aux incohérences et aux aléas des décisions publiques, au climat de mauvaise organisation sociale, aux problèmes dans les relations de travail, qui, tous, témoignent d'un problème général de gouvernance aux incidences particulièrement onéreuses.

La RT 2012 vient à peine d'être décrétée, sous une forme draconienne qui forcera tous les professionnels à quelques acrobaties applicatives, que des exceptions apparaissent déjà (établissements de santé, etc.) à l'instar des niches fiscales, des statuts sociaux, ou des régimes spéciaux de retraite, poussant alors à son paroxysme la disparité et le manque de lisibilité de ce type de machin, brisant l'élan enthousiaste sans lequel rien n'est porté, dans une bouillie technico-administrative qui pousse à la défiance et au désengagement.

Aujourd'hui, depuis la crise pétrolière d'Octobre 1973, 37 ans se sont écoulés avant de prendre vraiment conscience, collectivement, de l'ampleur des problèmes.

37 ans d'une période agitée, mais qui aura été paisible, en Europe.

Car entre Juillet 1914, début de la 1^{ère} guerre mondiale, et Septembre 1945, fin de la 2^{ème}, il y a eu seulement 31 années. De sang, de ruines, de privations, d'exterminations, qui ont peut-être bien plus profondément changé le monde.

Aujourd'hui, nous vivons la crise actuelle dans l'urgence, alors que nous sommes pourtant, sur ces questions, dans un temps long, dans des mutations lentes, où il faut d'abord voir clair avant d'agir.

« Aujourd'hui, la maison brûle » !

D'accord !

Mais il faut arrêter d'aller toujours trop vite, de céder à une accélération illusoire du temps si l'on veut retrouver une véritable éco-nomie, c'est-à-dire, prendre la mesure, administrer (nomos) notre environnement, notre maison (oikos).

Je terminerai en citant à nouveau Jacques Allier sur les conditions nécessaires à une synergie entre architectes et bureaux d'études, quand il dit qu'il faut que *« les maîtres d'ouvrages renoncent à la mode incompréhensible d'une demande de résultats dans des temps toujours plus courts à des prix toujours plus bas. »*

Pour les raisons que j'ai développées auparavant, nous sommes dans une période d'expérimentation, de reconstruction des savoirs.

Une période où il faut du temps. Et un peu de sérénité.

Pour capitaliser le bénéfice de ces expérimentations, pour en tirer enseignement et bâtir de nouveaux modes opératoires généralisables, il faut pouvoir accompagner chacune de ces expériences, les évaluer, les mesurer, et assurer la diffusion des résultats pour qu'ils profitent à tous.

Ensuite, il faudra recommencer, étapes par étapes, pour progresser, chaque fois. Pour cela, il faut une accessibilité générale à l'information et au savoir, il faut multiplier les partages, les échanges, les chemins de traverse, les plateformes, les réseaux.

Ainsi, en quelques phrases sur ces questions environnementales qui font maintenant pression sur nos métiers, on voit, depuis ce point de vue singulier, combien tout se délite, se met en réseau d'incidences, pour donner une vision critique qui traverse toute la société.

L'environnement est donc bien l'angle pertinent de mesure de cette société, de son efficacité sociale, économique, humaine. Travailler sur la question du Développement Durable impose ainsi une vision globale dans laquelle tous les facteurs sont convoqués, à tous niveaux, sans hiérarchie ni restriction entre la petite et la grande échelle. C'est par définition un mode d'appréhension adapté à la discipline et à la culture architecturales.